COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 8 JUIN 1985 — N° 305 — PRIX : ANTILLES 2 F 50 / FRANCE 3 F

Editorial

OCCUPATION DE LOGEMENTS A DILLON

L'AUDACE, LA DETERMINATION L'ESPRIT DE COMBATIVITE - C'EST CELA QUI PAIE !

Depuis deux semaines plusieurs dizaines de mal logés de Fort-de-France, venant de Volga-Plage pour beaucoup, ont occupé une soixantaine de logements très sociaux (LTS) situés en haut de Dillon près du chemin Dorothy.

Cette occupation a été menée par des habitants vraiment très pauvres, ceux dont on ne parle jamais, les laissés pour compte de la départementalisation. Chômeurs, personnes vivant uniquement d'allocations-femmes seules ou encore ayant comme ressource principale les allocations familiales, las d'attendre un logement qui ne venait pas, se sont décidés à aller occuper les logements de Dillon.

Ces logements d'ailleurs étaient destinés à d'autres pauvres, et ces occupants légaux n'ont jamais pu entrer dans les logements qui leur étaient promis. Cela prouve donc l'acuité du problème du logement à la Martinique.

Car il manque des logements. On parle officiellement de 20.000 demandes en souffrance. Ce problème est si évident qu'il est devenu une tarte à la crème pour certains politiciens à la recherche de notoriété. N'est-ce pas le politicien du RPR Yann Montplaisir qui parlait, il y a peu, d'instituer un Fonds d'Investissement Logement, à l'imitation du Fonds d'Investissement Routier ! Ou encore Miguel Laventure se donnant une réputation toute nouvelle de spécialiste en la matière.

La seule certitude qu'il y a en la matière, c'est qu'il existe des mal-logés en très grand nombre. Il n'est point besoin d'aller loin : pratiquement toute la ceinture de Fort-de-France : Volga, Canal Alaric Texaco, Pointe-la-Vierge, Fonds Batelière, etc. voit le spectacle des routes fangeuses, des fondrières apparaissant lors des grosses pluies, des cases misérables et branlantes...

Mais à côté de cela, qui fera le compte des villas vides, occupées au mieux un jour dans la semaine ou un mois dans l'année ? Combien de petits et de moyens bourgeois ont, en plus de leur appartement une, deux ou trois maisons de rapport qu'ils louent à prix d'or ?

Il n'est que d'ouvrir le quotidien local pour voir que des dizaines de logements sont présentés

(Suite page 2)

GUADELOUPE

QUAND LA DIRECTION D'AIR GUADELOUPE DEMANDE A NOUVEAU AUX TRAVAILLEURS DE METTRE LA MAIN A LA POCHE



La situation est à nouveau tendue à Air-Guadeloupe, après la réunion la semaine passée du conseil d'administration de la compagnie. Ce conseil, suite aux résultats des dernières élections au conseil général, est désormais composé en majorité de représentants de la «gauche», avec en tête le nouveau président socialiste Mathias Mathurin.

Gauche ou droite, les musiciens ont peut-être changé, mais c'est toujours la même partition. En 1981, à sa nomination comme président, Koury avait demandé au personnel de sacrifier leurs primes, sinon la compagnie allait déposer son bilan. Les syndicats avaient décidé de lui faire confiance, et les travailleurs subirent les conséquences pendant plus de 3 ans. Pendant ce temps Koury profita pour s'emplir largement les poches.

Aujourd'hui, il ne s'agit plus d'une seule prime, le conseil d'administration demande aux travailleurs de sacrifier toutes leurs primes pour une durée indéterminée. Il demande aux pilotes que leur salaire soit calculé non plus sur la base de 75 h de vol par mois, mais de 50 heures ! Les passagers sont eux aussi à contribution, puisqu'on propose une hausse de 8 % des tarifs pour les habitants des îles, et jusqu'à 25 % pour les autres passagers. Moyennant quoi, le conseil général votera les crédits complémentaires pour éponger le déficit ce qui revient à faire payer une nouvelle fois les contribuables. Quant à l'Etat et à Air France, pourtant l'un des principaux actionnaires, pas un centime de leur part. . .

De plus, ce nouveau plan est présenté comme un véritable chantage, car selon le conseil d'administration, s'il n'est pas accepté, il n'y aura pas de crédits et le bilan devra être déposé.

A juste titre, les travailleurs sont mécontents et beaucoup ne sont pas prêts à accepter cette véritable atteinte à leur pouvoir d'achat les yeux fermés. Trop souvent, ils ont été bernés, on leur a demandé des sacrifices et l'argent est parti en fumée, ou plus exactement a été détourné à l'occasion de frauduleuses opérations.

Prenons le cas le plus choquant, celui de Koury. Cet individu a touché illégalement plus de 49 millions de centimes en 83/84, recevant un salaire de directeur alors qu'un autre avait été nommé à ce poste. Il s'est encore octroyé 6,5 millions de centimes lors de son départ, alors qu'il n'y avait pas droit. Par ailleurs, il a récemment été inquiété pour avoir touché plusieurs milliers de dollars de «dessous de table» lors de la vente d'appareils aux Etats-Unis. Le rapport sur ces détournements est entre les mains du conseil

(Suite page 3)

MARTINIQUE

TOUS AU PROCES DE PULVAR LE 13 JUIN A LA COUR D'APPEL DE FORT DE FRANCE

C'est le jeudi 13 Juin qu'aura lieu le procès en appel de Marc Pulvar, dirigeant du MIM et de la CSTM. Rappelons les faits : lors de la grève en novembre - décembre 1983 des ouvriers de l'établissement Laguarrigue S.A., le patron Yves Hayot avait monté une milice privée, dans le but d'intimider les grévistes. Ce sont deux membres de cette milice qui ont pourchassé Pulvar et tenté de le frapper avec leurs poignards. Pulvar pour protéger sa vie n'a eu d'autre solution — que de tirer un coup de feu sur Ledoux, le plus pressant des deux voyous qui le menaçaient.

A la suite de cela, Pulvar a été emprisonné pendant près de deux mois, puis libéré. Le procès au tribunal correctionnel a vu les juges blancs racistes pro-patronaux condamner Pulvar à 18 mois de prison, dont 12 fermes, tandis que Ledoux, homme de main de Hayot et repris de justice notoire était relaxé, alors qu'il était admis par tout le monde et même par le procureur que Ledoux avait attenté à la vie de Pulvar.

Ce dernier a donc fait appel du jugement. Lors d'un premier procès en appel, Ledoux n'avait pas daigné se présenter et la cour d'appel avait décidé de renvoyer le procès au 13 juin.

C'est à ce procès là que nous invitons tous nos lecteurs et sympathisants à aller pour y soutenir Pulvar.

Car il ne s'agit pas là d'un banal procès pour coups et blessures ! Il y a, de la part de la justice une tentative de «punir» un militant nationaliste que de toute évidence les békés n'apprécient guère.

Et nous devons être nombreux le jeudi 13 Mai à dire «Non à la justice coloniale, Non aux juges qui servent les intérêts patronaux».

APRES 18 MOIS D'EMPRISONNEMENT SIMONE FAISANS RENAC A ETE MISE EN LIBERTE PROVISOIRE

Simone Faisans Renac, connue sous le nom de Rose comme animatrice de radio Unité, a été mise en liberté provisoire la semaine dernière. Elle avait été arrêtée en décembre 1983 après les arrestations de Laïla Cassubie, Humbert Marboeuf et de Max Safrano, suite aux attentats du 14 et 15 novembre de la même année.

Simone Faisans Renac est donc restée près de 18 mois en prison, période pendant laquelle il y a eu d'autres arrestations, la mise en liberté provisoire de certains militants, les procès et les condamnations d'autres militants. Pour elle, la justice n'avait rien décidé, ni procès, ni mise en liberté provisoire.

Malgré sa longue détention provisoire Simone Faisans Renac opposait un moral de fer à cette justice coloniale

Après sa libération Simone Faisans Renac a donné de multiples témoignages prouvant qu'elle avait toujours gardé son moral malgré les mauvaises conditions d'incarcération qu'elle a connues, témoignages révélant également la situation des femmes emprisonnées à la maison d'arrêt de Pointe-à-Pitre : mépris des gendarmes vis à vis des femmes du peuple lors des arrestations, mépris également vis à vis de leur famille. Elle a cité le cas d'une femme qui avait été arrêtée sans sous-vêtements et qui était restée en garde à vue plusieurs heures puis emmenée en prison sans avoir eu la possibilité de faire sa toilette. Se faisant le porte-parole de toutes ces femmes méprisées par cette justice qui ne cache pas ses égards vis à vis des escrocs de la «haute société» (Viviès, Audebert) Simone Faisans Renac a montré à tous les représentants de la justice des riches que son séjour aussi long dans leurs geôles lui avait au moins servi à témoigner contre une situation aussi scandaleuse.

VERDICT DU PROCES EN APPEL DE G. FAISANS

Le tribunal a rendu son verdict après le procès en appel de Georges Faisans.

Lors du premier jugement, Faisans avait été condamné à quatre ans de prison ferme, peine qui avait parue démesurée à beaucoup par rapport à l'acte qui lui est reproché : avoir blessé d'un coup de sabre un enseignant blanc qui avait donné un coup de pied à un élève.

Faisans a déjà fait huit mois de prison.

En appel, sa peine a donc été réduite, mais trois ans de prison ferme, cela reste une peine très lourde, et cela ne fait pas un changement significatif par rapport à ce qu'on pouvait dire sur le jugement du premier procès.

Dans la situation coloniale de la Guadeloupe tout ce qui touche actuellement à des problèmes politiques, lorsqu'il s'agit d'indépendantistes, prend des proportions tout autres que si les faits s'étaient déroulés dans un autre contexte. Cela est vrai pour l'acte qui est reproché à Faisans : un coup de sabre pour un coup de pied, même en attribuant à ce dernier une portée morale. Cela est vrai aussi pour la peine infligée par une justice qui se trouve dans le camp du colonialisme et des privilégiés.

GOSIER : SCANDALE A LA MATERNELLE EUGENE ALEXIS !

A l'école maternelle Eugène Alexis, les scandales provoqués par l'attitude méprisante et raciste de la direction continuent.

Mardi 4 juin, la situation a éclaté lorsque, suite à de nouvelles invectives de cette directrice, deux maîtresses noires, excédées par des pressions qui n'ont que trop duré se sont trouvées mal, dans la cour de l'école.

L'incident s'est passé en présence de parents d'élèves venus accompagner les maîtresses pour surveiller les enfants à la piscine.

Dans l'école c'était la panique ! Les enfants criaient et pleuraient, effrayés à la vue de leurs maitresses gisant à terre.

Plus de baignade ! Le car qui devait servir au transport des enfants était renvoyé vide !

La directrice, elle, persistait dans son attitude agressive, refusant d'autoriser que l'on se serve du téléphone de l'école pour alerter un médecin.

En définitive, le maire, les parents des deux maîtresses qui s'étaient trouvées mal et un médecin, furent alertés par des passants qui avaient assisté à la scène.

Ce n'est pas la première fois que cette directrice et certaines de ses collègues maîtresses, blanches elles aussi, se font remarquer dans cette école du Gosier, montant de véritables cabales et empoisonnant l'atmosphère de travail, ce climat ne manque pas d'agir sur les enfants aussi.

L'année dernière, la directrice s'en était prise aux femmes de service et avait fait là aussi un scandale. Le maire et l'inspection des écoles avaient dû intervenir.

Encore une des ces personnes qui se croient en d'autres temps. Il faut croire aussi qu'elle se sent protégée par le racisme officiel, qui continue d'être une manifestation du colonialisme en Guadeloupe !

STE ANNE CITY QUAND LES GENDARMES JOUENT AU COW BOY

Dimanche dernier, une famille se rendant à St-François fut arrêtée lors d'un contrôle routier à Ste-Anne.

Trouvant que le véhicule ne ralentissait pas assez à son goût, un gendarme mit carrément en joue le chauffeur du véhicule.

Devant les protestations des occupants, le gendarme, tenant toujours son arme braquée, leur dit qu'il pensait que le chauffeur ne s'arrêterait pas et allait percuter son collègue. . . «Si vous aviez continué, j'aurais tiré», dit-il. . . Il s'agissait sans doute d'un nostalgique des guerres coloniales puisqu'il ajouta: «dans d'autres pays on vous aurait déjà plaqués contre la voiture, fouillés et interpellés».

Décidément, l'insécurité sur les routes ne vient pas des seuls automobilistes. A quand un panneau de signalisation : «Attention, gendarmes, danger !» ?

LES GENDARMES ET LE SIROCO

Les joueurs et les supporters du Siroco manifestaient leur joie d'avoir remporté le championnat de football de la Guadeloupe, sur la route des Abymes. Les gendarmes se sont alors interposés et les ont accueillis à coups de grenades lacrymogènes.

Peut-être ces derniers ont-ils cru à l'imminente invasion de la caserne de Petit-Pérou par des «Nègres» en colère. . .

Quoiqu'il en soit, personne n'a trop bien compris cette soudaine panique de ces gendarmes - à - la - grenade - facile.

On dit que le Siroco, ce vent chaud du Sahel, rendait un peu fou les Blancs qui vivaient trop longtemps sous ce climat. Mais là ce n'était qu'une équipe de football du même nom. Peut-être que ces gendarmes ne le savaient pas. Ils auront été atteints d'une crise de nerfs subite. Les pauvres !

DOMINIQUE : EUGENIA CHARLES ANNONCE LES ELECTIONS ET LE RENFORCEMENT DE LA POLICE ...

La semaine dernière, Eugénia Charles a surpris la population en Dominique en annonçant les élections générales pour le 1er juillet alors même qu'elle parlait de les faire en octobre. La date limite des dépôts de candidature est fixée au 16 juin. En même temps le premier ministre de Dominique annonçait qu'elle augmentait les effectifs de la police de 32 personnes.

Donc le parlement élu depuis cinq ans sera renouvelé en Dominique. La population choisira les 21 personnes qu'elle enverra la tromper au parlement pour cinq nouvelles années. Ces gens tous bourgeois, les seuls qui ont les moyens de participer aux élections sont membres de l'un ou l'autre parti reconnu en Dominique. D'abord le Freedom party, parti de E. Charles qui a 17 élus dans l'assemblée actuelle. Notons que deux candidats qui s'étaient présentés sans étiquette se sont regroupés dans la majorité. Seuls deux sièges sont restés aux opposants, membres du parti de Michael Douglas, le Labour party. Ce parti, qui se dit plus progressiste que le Freedom party, est un regroupement de trois organisations, le Démocratic Labor party, le Dominica Labor party et United Labor Party.

La campagne est déjà lancée dans les faits. Aucun de ces partis n'est d'accord pour que les travailleurs aient un quelconque contrôle sur les décisions de ce pays. La décision d'Eugénia Charles de renforcer la police donne le ton. Eugénia Charles s'est assurée la confiance de sa police qui a déjà 500 membres, après avoir dissout l'armée dont elle n'avait pas le contrôle. Sept militaires sont d'ailleurs dans ses geôles et risquent d'être pendus : ils ont été condamnés à mort. En utilisant la répression Eugénia Charles a mené une politique en faveur des riches de ce pays. A plusieurs reprises et pendant plusieurs mois elle a imposé l'état d'urgence sous le prétexte de soi-disant coups d'Etat. Elle a fait voter des lois répressives, telle la loi de dénonciation qui oblige tout citoyen à dénoncer celui qui critique l'Etat. Elle a mis le pays sous la coupe des Etats-Unis et du Fonds Monétaire International. On se souvient également qu'Eugénia Charles était apparue officiellement comme la plus décidée à demander l'intervention américaine à Grenade.

Alors bien sûr beaucoup de gens voudraient un changement. Mais le Labour party a mené une politique tout aussi anti-ouvrière du temps de Patrick John. Seuls ceux qui l'oublient peuvent espérer un quelconque changement de ces élections.

SUITE DE L'EDITORIAL

chaque jour par les agents immobiliers, avec la caractéristique que les loyers sont fort chers, signe de la spéculation immobilière qui se fait à ce niveau.

Le problème c'est qu'il n'y a pas de logements pour les pauvres.

Pour eux, c'est les démarches répétées, les demandes qu'on empile dans une pile déjà bien fournie, la longue liste de pièces justificatives, depuis le bulletin de naissance jusqu'aux fiches de salaire en passant par les déclarations sur l'honneur ou autres certificats de non-imposition ! Et tout cela pour ne rien obtenir au bout de 4, 5 parfois 10 ans d'attente.

Pendant ce temps, le maire de Fort-de-France qui se vante de ses réalisations au bout de 40 ans de pouvoir dans la ville oublie qu'il y a 4 ans, pour justifier son retournement et son allégeance envers le Parti Socialiste au pouvoir, disait qu'on allait construire des logements supplémentaires. «Quand le bâtiment va, tout va» !, disait-il. De logements supplémentaires, il n'y en a pas eu. Le bâtiment ne «va» pas. Rien ne va, plus particulièrement pour tous les pauvres qui, fatigués d'attendre ont occupé les Logements Très Sociaux de Dillon.

Face à ces occupations, tous les «spécialistes - ès - logements» sont restés muets. Ils ont un bœuf sur la langue. Car l'action des pauvres à Dillon remet en cause le sacro- saint droit à la propriété privée !

Et ils montrent ce qui serait possible si au lieu d'entamer la litanie sans fin des dossiers jamais examinés (et pour cause), des démarches sans suites et des demandes insatisfaites, ils se dirigeaient vraiment à l'endroit où ils peuvent trouver des logements : chez les riches, les habitants des villas somptueuses de Didier ou autres, vers les résidences inoccupées des nantis pour lesquels accumuler, entasser des biens — même si ce ne sera jamais qu'à une échelle modeste — reste le credo et la table des lois !

Alors, on verrait des logements apparaître, on verrait les autorités muettes pour l'instant prendre des dispositions.

Car une vérité de plus est mise en évidence dans ce cas précis : l'audace, la détermination, l'esprit de combativité, c'est cela qui paie.

QUAND LA DIRECTION D'AIR GUADELOUPE DEMANDE AUX TRAVAILLEURS DE METTRE LA MAIN A LA POCHE.

uite de la page 1)

néral, dominé aujourd'hui par la uche, conseil général qui avait promis «faire toute la lumière» sur les fférents scandales. Or, jusqu'à pré- nt aucune poursuite ne semble être gagée contre l'ex PDG d'Air Guade- upe. Certes, le remboursement de s détournements ne suffirait pas à dresser la compagnie, mais un mini- um de décence exigerait que l'on s'en enne d'abord à lui avant de diminuer r les revenus des bagagistes qui uchent entre 3.500 et 4.000 F par ois, soit aux environs du SMIC.

En définitive, ce qui se passe à Air uadeloupe actuellement, la volonté exiger des travailleurs qu'ils se serrent ceinture tandis que l'Etat en donne le moins possible, est à l'image de la politique qu'a décidé d'appliquer la gauche au pouvoir, en France comme en Guadeloupe.

Cette compagnie est un service public, indispensable pour les milliers de Guadeloupéens qui vivent dans les «dépendances». Il serait donc tout-à-fait normal que, une fois la gestion contrôlée et assainie, l'Etat prenne en charge le déficit, si déficit il y a, comme ce doit être le cas pour tout service public.

Ce n'est pas aux travailleurs de payer, et ils ont raison d'exiger que toute la lumière soit faite sur la gestion de la compagnie.

MARTINIQUE

LE GET S'AFFICHE

Depuis quelques jours le GET roupement d'Entrepreneurs de ansport de Fort-de-France) mène une ritable opération séduction qui s'est duite par des collages d'affiches et interventions à la radio et à la télé. ns ces interventions, le GET, qui est groupement d'intérêt économique roupant des capitalistes petits et oyens, se glorifiait du fait qu'il nctionnait pratiquement sans aucune ovention et que malgré cela son bug- était en équilibre...

Et continuant sur cette lancée, les ponsables de ce service reconnais- ent qu'il y avait probablement des éliorations à faire mais que cela ssait par une augmentation des ifs !

De là à penser que toute la publici- actuelle n'est que le premier pas s une nouvelle hausse, il n'y a qu'un s, et cela devrait frapper une fois de us le porte-feuille des usagers, en jorité des gens de condition modes-

Mais les dirigeants du GET n'ont manqué non plus de s'apesantir la «concurrence déloyale» qui leur ait faite par les chauffeurs de taxis llectifs qui leur prennent des passa- s en pleine ville, ce qui provoque ur le GET un manque à gagner portant.

Mais si beaucoup d'usagers pren- nt les taxis collectifs dans Fort-de- ance, il y a des raisons à cela, parmi quelles précisément la cherté du prix transport ainsi que l'irrégularité du nsport. Rien ne pourra faire l'usager endre un bus du GET quand sous yeux passent des dizaines de taxis nt le prix est moins cher !

Et le GET ne se met sûrement s en posture de gagner ces passagers, and il laisse entendre qu'il faudra gmenter les tarifs !

COMMUNIQUE

A l'appel de leur Section Syndicale GTG, les employés et ouvriers de la Société unier Duval, Zone Industrielle de Jarry passe Fresnel à Baie-Mahault, ont déclen- é aujourd'hui lundi 3 juin 1985, une grève 24 heures pour protester contre le licencie- nt abusif d'un ouvrier.

Ils exigent l'ouverture immédiate de dis- ssions pour trouver une solution plus adé- ate au conflit que le licenciement.

Le mouvement sera reconduit selon la cision de la Direction.

Baie/Mahault, le 3 Juin 1985

Section Syndicale CGTG de Saunier Duval.

GUADELOUPE

VIOLENT INCIDENT A ELF LA JAILLE

Un incident grave s'est récemment produit à la station Elf-La Jaille entre un gradé du camp militaire et un pompiste.

Le militaire, un commandant d'origine africaine, habitué à donner des ordres, n'a pas apprécié que le pompiste lui dise «tu peux avancer». Il se croyait sans doute dans sa caserne, et dit au pompiste qu'il n'avait pas à le tutoyer. Celui-ci n'accepta pas de se faire «engueuler» comme un bidasse et quelques propos furent échangés. Le gradé sortit alors de sa voiture et gifla le pompiste à plusieurs reprises.

Celui-ci, pour se défendre, prit ce qui se trouvait à portée de sa main : une barre de fer, et en frappa le gradé qui se retrouva à l'hôpital, où son état serait assez grave.

Les gendarmes chargés de mener l'enquête ont naturellement pris fait et cause pour le gradé de l'armée sans chercher à savoir ce qui s'était passé réellement. Ils ont d'office arrêté non seulement le pompiste, mais son frère qui travaille à la station de l'autre côté de la rocade, et qui n'a rien à voir à l'affaire, prétendant que le pompiste n'avait pu agir seul. Plusieurs personnes ont voulu témoigner en faveur du pompiste, mais les gendarmes refusent d'en tenir compte.

A l'heure où nous écrivons, procureur et autres sommités se sont mis en branle et les deux frères sont emprisonnés.

On peut légitimement se demander si la «justice» aurait été si prompte si c'était le pompiste, et non le commandant, qui s'était retrouvé à l'hôpital.

SLI : LES TRAVAILLEURS ONT REPRIS, MAIS APPLIQUENT EUX-MEMES LES 37 HEURES.

Les employés de la SLI ont repris le travail voilà deux semaines.

En effet la direction a fini par accepter de rencontrer les grévistes syndiqués à l'UGTG pour discuter de leurs revendications. Ces derniers ont obtenu satisfaction sur certains points, en particulier sur le problème de la classification du personnel.

Mais le problème essentiel qui avait d'ailleurs déclenché la grève n'a pas été réglé, la direction faisant valoir que cela ne dépend pas d'elle, mais d'une commission paritaire.

En attendant la réunion de cette commission, les employés, eux, ont trouvé une première solution. Ils font une grève de deux heures chaque semaine.

Une façon comme une autre de maintenir leur horaire de 37 heures par semaine.

AFFAIRE ANTILLES AUTOMOBILES ou «la face cachée» des sociétés capitalistes.

L'Étincelle du 2/6/85 publie une interview du délégué CGTG du personnel et secrétaire du comité d'entreprise qui fait le point sur la situation à Antilles Automobiles.

Cette interview apporte certaines précisions sur ce que le délégué appelle «plusieurs anomalies» :

. . . 1) l'expert-comptable demandé par le comité d'entreprise n'a pu recevoir les 7.500 F d'acompte qu'il réclamait car M. Audebert a déclaré «n'avoir plus de pouvoir» dans le même temps qu'il signait un chèque de 13.000 F pour son propre conseiller juridique !

2) En l'espace de quelques jours et particulièrement du 10 au 12/4/85, 200.000 F environ ont été virés sur les comptes de certains cadres de l'entreprise ainsi que sur les comptes de personnes inconnues du personnel d'A.A.

Cela représente 40 % d'un mois de salaire des employés et ouvriers. . .

. . . Il y a encore les comptes ultra-déficitaires de certains clients, la famille Audebert, de certains cadres, la famille Viviès, etc. . . qui ont contribué à créer la situation économique que nous connaissons aujourd'hui.

Il y a ensuite toute une série de jeux d'écriture où de l'argent d'AA a été transféré sur les comptes d'autres sociétés d'Audebert d'où nous ne savons pas ce qu'il est devenu.

En particulier, nous sommes sans nouvelle des 9 millions de francs versés par Bernard Hayot lors de l'achat de certains actifs de Soguadip (Elf, etc. . .)»

Ces précisions montrent au grand jour «la face cachée des sociétés capitalistes». Et lorsqu'une entreprise capitaliste se dit en difficulté, lorsqu'elle dépose son bilan, ou est mise en règlement judiciaire, comme c'est le cas aujourd'hui pour Antilles Automobiles, la situation est loin d'être la même pour tout le monde.

D'un côté les capitalistes et certains cadres, lorsqu'ils sont dévoués, et ont pris soin de mettre de l'argent sur d'autres affaires, sont loin de se retrouver sur la paille.

De l'autre, les travailleurs eux sont menacés de se retrouver à la rue.

Les patrons commencent par ne pas leur payer leurs salaires dans le but de les essouffler et les décourager en faisant croire qu'il n'y a plus un sous en caisse. Puis ils laissent trainer la situation le plus longtemps possible.

En effet, personne n'a l'air pres.é de résoudre le problème des 140 travailleurs d'Antilles Automobiles, tou jours menacés de licenciement.

Pourtant la Régie Renault continue de vendre des voitures en Guadeloupe. Elle fait actuellement de la publicité précisant que tous les modèles Renault sont exposés à Jarry Cash.

Alors, les travailleurs d'Antilles Automobiles ont intérêt à faire entendre leurs voix très fort et à prendre la situation en main eux mêmes sans attendre sur de quelconques interventions.

Leur problème n'est pas tant de s'occuper des affaires entre les Audebert, Viviès et la Régie mais principalement d'engager le fer pour obliger les patrons à maintenir leurs emplois. Qu'il s'agisse des patrons de la Régie représentés par l'Etat, ou bien que ces derniers fassent affaire avec un concessionnaire local.

Extraits du bulletin «Echos des hopitaux» (Martinique)

UN TOUCHE A TOUT PEU CONVAINCANT !

Au niveau 3, il y a un interne qui se permet de jouer au petit chef zélé en réunissant les ASH et en leur faisant des remontrances du style «si vous n'acceptez pas ce que je dis, on vous met à la porte, car il y a du chômage».

On le surprend même à surpasser ses chefs dans leur fonction, à moucharder à la direction et à tenter de faire le service tourner plus vite sur le dos des travailleurs.

Monsieur semble s'être trompé de vocation, car il paraît avoir plus de dons pour celle de garde-chiourme que pour celle de médecin.

LA DIRECTION S'EN MOQUE

Un hôpital sans aiguille sous cutanée et où l'on sert du lait périmé, vous diriez que ça n'existe pas sauf en temps de guerre ou de l'amiral Robert.

Et pourtant non, cet hôpital, c'est bien le «numéro 1» de la Caraibe et ça se passe en mai 1985 !

. . . Et dire qu'on entendra ceux de la direction gloser sur le respect pour le malade ! . . .

HOSPICE : DE L'ARGENT IL Y EN A POUR LES PATRONS.

L'installation électrique du pavillon des débiles a été mise à neuf par une entreprise privée et sur ordre de la direction mais après refus des services techniques du Centre.

En effet les murs sont lézardés, le toit n'est pas étanche partout. Mais cela n'empêche, les travaux ont été effectués. En dépit du bon sens qui dictait de faire les travaux de maçonnerie préalablement.

Quand on sait que les grands cerveaux de la direction étaient au courant de ces faits, on peut en déduire que les économies sont pour nous et l'argent pour les patrons des entreprises privées.

Extraits du Bulletin «Echos de la Caisse» (Martinique).

LA DIRECTION DEVANT LE TRIBUNAL DES PRUD'HOMMES.

Sous le prétexte du rendement, la direction s'est attaquée à nos conditions de travail, sous celui de la rentabilité, elle freine notre promotion, voilà maintenant qu'avec «sa» discipline, elle nous met carrément la main à la poche.

Ainsi, pour avoir reçu dans ses bureaux, après 48 heures, un certificat d'arrêt de travail, elle a décidé de prélever plus de 1.000 francs du salaire d'une de nos camarades. Et cela, bien que le certificat ait été posté dans le délai de 48 heures.

Mais notre collègue ne l'a pas entendu ainsi, et pour réponse, a traduit la direction devant le Prud'homme.

Le jugement n'est pas encore rendu, mais peu importe le résultat. On peut dire que d'ores et déjà, une première réponse est donnée à ces abus.

La voie à suivre ne peut être que plus massive, car tous nous sommes concernés par cet autoritarisme de la direction qui croit pouvoir nous faire tout avaler.

LE CHANTIER DES A.S. DE DESCLIEUX.

C'est par note de service, que nos camarades de Desclieux du Rez-de-Chaussée ont appris que des travaux de réfection devaient commencer fin mai.

C'est avec la même légèreté que l'entreprise s'est exécutée. Si bien que le lundi suivant les premiers travaux, aucun plan d'organisation n'avait prévu l'accueil des assurés.

L'accueil des A.T. se décida le matin même et quant aux Prises en charges des A.S., où le monde affluait aux guichets, ce sont nos camarades eux-mêmes qui prirent l'initiative de pallier les insuffisances de la réception.

Le tout dans une ambiance où le décor était assuré par les gravats et la poussière. Ce qui nécessite un bon coup de balai des femmes de service venues prêter main forte.

Mais ce jour là, chacun le disait, ce n'était pas seulement le hall des A.S. qui méritait un bon coup de balai.

VIOLENCES LORS D'UN MATCH DE FOOTBALL : UNE JEUNESSE SANS ESPOIR

Le match de football de coupe 'Europe qui opposait une équipe 'Angleterre à la «Juventus» d'Italie, n Belgique, s'est ouvert tragique-ent : 32 morts et des dizaines de lessés parmi les spectateurs, des unes Italiens surtout, qui avaient ris place dans la partie populaire es tribunes, là où les places sont moins hères. Dans cette partie du stade se otoyaient des centaines de jeunes, nglais et italiens. Des violences ont claté entre les supporters des deux quipes, des bousculades ont eu lieu. es jeunes Anglais, qui sont à l'origine es violences, ont entre 15 et 20 ans. s sont issus de milieux pauvres pour plupart, des grandes villes industriel-s, Manchester, Liverpool. . . où la opulation ouvrière a été très dure-ent touchée par la crise économique, vec un chômage très important, et ne forte baisse du niveau de vie. Et n'est pas rare en Angleterre même ue des violences éclatent entre sup-orters d'équipes différentes, sans pour utant qu'on en soit déjà arrivé à ce oint. A leur descente du train qui les econduisait en Angleterre, certains 'entre eux, interrogés par les jour-alistes, ont déclaré qu'ils ne portaient as toute la responsabilité du drame, u'ils avaient été provoqués par les unes Italiens.

Ces jeunes sont appelés en Angle-erre «Hooligans», voyous. En Italie, ce sont les «Tifosis». Et ces jeunes, s'ils n'ont pas la même nationalité et supportent des équipes différentes, se ressemblent beaucoup.

Les organisateurs du Match ont été incriminés, on a dit qu'il n'y avait pas suffisamment de policiers à l'intérieur du stade, que rien ne séparait les jeunes Anglais des Italiens, et qu'il n'y a pas eu d'obstacle à la violence. Les clubs anglais ont été sanctionnés, suspendus de la coupe. Mais rien de tout cela n'attaque la violence elle même. Cela n'empêchera pas que ce genre de drame puisse se reproduire, en Angleterre ou ailleurs.

Les sentiments nationalistes sont fortement exarcerbés par les responsables sportifs et les Etats, à l'occasion des coupes, jeux, et autres championnats. Cela leur permet d'«enthousiasmer» les spectateurs et de faire des recettes supplémentaires, et c'est un moyen pour les gouvernements d'inculquer à la population une cohésion autour de la nation bourgeoise, par héros sportif interposé. Car il est préférable pour ces Etats que l'animosité de la population se retourne contre «l'étranger» plutôt que contre les responsables nationaux des problèmes économiques.

Mais dans ce cas, comme ces jeunes le révèlent eux-mêmes, les bagarres sur les stades sont un moyen de «défoulement», et le football est un prétexte comme un autre, comme est un prétexte la différence de nationalité ou d'équipe.

Si ces jeunes cherchent à se «défouler», c'est que la société ne leur propose que brimades et frustrations : chômage, humiliations de toutes sortes. Elle ne leur propose aucun avenir.

Mais la révolte de ces jeunes contre la société ne débouche pas sur une volonté de la détruire pour la remplacer par une autre qui soit la leur. C'est une révolte sans débouchés, qui se replie sur elle-même, et qui cherche des «défoulements», des moyens de se décompresser, dans la violence, la drogue, l'alcool etc. . .

Bien sûr, les responsables du football sont conscients du danger qui existe lorsqu'on amasse ces jeunes debout dans les tribunes populaires. Cela ne peut tourner qu'à la violence, plus ou moins gravement. Mais pour eux, quelques dizaines de morts, que se soit par la violence, ou par accident, effondrement des tribunes ou incendie, comme cela s'est produit récemment en Angleterre, ce n'est rien à côté des sommes qu'ils empochent en entassant des milliers spectateurs autour d'un stade. Alors, même si quelques sanctions sont prises pour sauver la face, c'est avant tout sur les «Hooligans» que toutes les responsabilités sont rejetées.

LES EXPULSIONS DU NIGERIA : LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS DE PATRIE

Nous publions ci-dessous l'Editorial u journal «Le pouvoir aux travail-eurs» du 20/5/85, mensuel trotskyste e l'Union Africaine des Travailleurs ommunistes Internationalistes. U.A.T.C.I.).



Ainsi donc pour la deuxième fois en eux ans, le gouvernement du Nigéria a rocédé à l'expulsion de plusieurs entaines de milliers de ressortissants trangers, dits en «situation irrégu-ère». Oh, pas de n'importe quels essortissants étrangers ! il ne s'agit as des locataires, même étrangers, des ôtels de luxe de Lagos ou de Kano ! lon, ceux que l'on voit, parqués aux ostes frontières sous la garde de mili-aires armés, ceux qui sont entassés ans des camions ou des bateaux, n'ont manifestement pas d'autres bien qu'un aluchon, un matelas ou, au mieux, n transistor. Ceux que l'on pourchasse ans le pays, que l'on malmène avant e les jeter dehors, ce sont des pau-res. . .

Oui, ils sont des millions en Afri-ue, sans feu ni lieu, à la recherche 'un travail, même intermittant, dont 'afflux a fait de Lagos, de Dakar, de Douala ou d'Abidjan des villes en crois-ance rapide. Et parce que la misère est lus forte que les frontières, ceux-là ne espectent pas les frontières. D'ailleurs uelle différence entre les contrôles t les brutalités dans les pays qui fi-urent sur leur carte d'identité comme eur pays d'origine, et les contrôles t les brutalités ailleurs, à l'étranger ?

Et le Nigéria, avec ses grandes villes, vec ses activités commerciales, pétro-ières et dans une certaine mesure, ndustrielles, avec ses chantiers, avec out ce semblant d'essor économique ausé par le pétrole et plus encore par a spéculation qu'il a engendré, appa-aissait pour des millions de Ghanéens, le Nigérians, de Tchadiens, de Béninois u de Togolais, comme un pays 'espoir.

En décidant d'expulser quelques entaines de milliers de ces pauvres enus d'ailleurs, le gouvernement nigé-ian ne compte pas rendre le sort des izaines de millions de pauvres de chez ui meilleur. Il ne compte sans doute même pas que ces expulsions soient définitives. Il sait que pour brutale que oit l'attitude de la police nigériane à l'égard des étrangers pauvres, et pour sanglantes que soient les méthodes d'expulsion, tant qu'on meurt de faim au Tchad ou au Ghana, les expulsés reviendront.

Mais comme les dirigeants d'autres pays d'immigration d'Afrique , le Gabon ou la Côte d'Ivoire , ou comme tant de dirigeants des riches pays impérialistes d'Occident, les dirigeants nigérians espèrent au moins désigner un bouc émissaire devant les pauvres de leur propre pays. Parce qu'aujourd'hui, la situation est explosive au Nigéria. La crise a frappé, à la mesure de l'essor spéculatif d'avant. Et dans ce pays où, plus encore que dans d'autres, est patent le contraste entre l'enrichissement d'une bourgeoisie affairiste et l'accumulation de la pauvreté, des révoltes se multiplient.

Alors, le gouvernement militaire a choisi la démagogie anti-étrangère comme dérivatif. Comme son prédécesseur civil. Et avec les mêmes méthodes barbares qui ont fait déjà plusieurs dizaines de morts. Nous ne savons pas si cette nouvelle vague d'expulsions a suscité des réactions anti-étrangères, comme en a suscité la précédente. Il ne semble pas, et c'est alors un signe d'espoir.

L'évolution économique des dix, des vingts dernières années, en dépeuplant les campagnes au profit des villes, de leurs usines parfois, de leurs taudis toujours, est en train de forger un prolétariat. En ballotant les pauvres d'une ville à l'autre, d'un pays à l'autre, tantôt sous la contrainte de la recherche du travail tantôt sous la contrainte des expulsions policières, l'évolution des choses est en train d'apprendre à ces prolétaires, dans les faits, qu'ils n'ont pas de patrie, et qu'ils ne peuvent pas en avoir.

Alors, il faut que cet état de fait devienne conscient. Il faut qu'il y ait des hommes, des femmes pour l'exprimer. Il faut que naissent, en Afrique aussi, des organisations pour écrire clairement sur le drapeau que, par-delà les frontières d'Etat, il y a une seule et unique classe de prolétaires. Qu'elle n'a rien, mais vraiment rien d'autre à espérer du système capitaliste que la perpétuation de sa misère. Mais le prolétariat d'Afrique s'il ne peut rien pour améliorer son sort à l'intérieur du système, peut, par contre, contribuer à le détruire. Le système capitaliste ne lui laissera pas d'autre voie que la révolte. Il lui faudra la volonté politique d'entraîner dans la révolte ses frères prolétaires d'Europe, d'Amérique ou d'ailleurs.

BRESIL : DES DETENUS PROTESTENT EN S'ENTRETUANT VOLONTAIREMENT

Au Brésil, dans l'Etat du Minas Gerais, les prisonniers de droit commun ont décidé de s'entretuer à tour de rôle pour protester contre leurs ignobles conditions de détention. 16 prisonniers ont déjà été étranglés par leurs compagnons.

Dimanche dernier, dans la prison de Belo Horizonte c'est Lafayette Ferreira, un jeune de 20 ans, arrêté pour trafic de drogue, qui a été étranglé par ses compagnons de cellule, à son tour.

Dans cette prison, il y a un quartier où s'entassent plus de 300 détenus dans des conditions absolument inhumaines. Il est surnommé «L'enfer de la floresta». Les détenus y dorment à même le sol, au milieu des excréments. La puanteur y est insupportable.

C'est donc la forme de protestation ultime choisie par ces détenus. Faut-il qu'ils vivent dans des conditions particulièrement atroces pour en arriver là. Faut-il aussi qu'ils aient perdu tout espoir d'attirer par d'autres moyens l'attention de l'opinion publique et du pouvoir sur leurs conditions de détention.

Voilà un exemple particulièrement révoltant de la pourriture de la société dans laquelle nous vivons, qui non seulement accule des hommes, des jeunes à voler, ou trafiquer de la drogue pour survivre à la misère, mais encore les parque comme des bêtes dans des prisons-mouroirs, où l'on préfère encore se suicider collectivement.

Les beaux discours des Mitterrand et autres Fabius sur les droits de l'homme dans le monde, ou encore «le retour à la démocratie au Brésil» ne sont que pure hypocrisie.

ABONNEMENT

	6 mois	12 mois
Guadeloupe	50 F	100 F
Martinique	50 F	100 F
France	70 F	140 F

Je désire m'abonner au journal Combat Ouvrier pour une période de. . . . . mois.
Nom : . . . . . .
Prénom : . . . . . .
Adresse : . . . . . .
. . . . . .
ci-joint la somme de . . . . . F règlement par chèque adressé à Gérard Beaujour : B.P. : 214 pointe-à-Pitre Cédex.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance
EN GUADELOUPE
COMBAT OUVRIER
S/C Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97156 POINTE-A-PITRE CEDEX
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à
COMBAT OUVRIER
M. DUFEAL
B.P. 42
92114 CLICHY CEDEX
IMPRESSION
Imp. ERAVILLE & FILS S.A.R.L.
Commission paritaire
51728